



**MISSION PERMANENTE DE LA SUISSE  
AUPRÈS DES NATIONS UNIES**

**Font foi les propos effectivement tenus**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**Session de fond 2005  
Segment de coordination  
Débat général**

**Déclaration**

**de**

**Thomas Gass  
Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**

---

**ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL**

**Substantive Session of 2005  
Coordination Segment  
General debate**

**Statement**

**by**

**Thomas Gass  
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

**New York, July 6th, 2005**

Monsieur le Président,

Comme l'ont si bien souligné les rédacteurs du rapport du Secrétaire général, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement va de pair avec celle de tous les objectifs pour le développement dont est convenue la communauté internationale au fil des sommets spécialisés de ces quinze dernières années. C'est pourquoi la Suisse y voit le moteur des efforts mondiaux en faveur du développement.

Or ces objectifs sur lesquels s'est entendue la communauté internationale sont très nombreux et en étroite interdépendance ; il faudra donc déployer des efforts exceptionnels pour conférer une bonne cohérence générale aux diverses politiques. Nous sommes particulièrement heureux de cette occasion qui nous est offerte aujourd'hui de procéder à un échange d'idées sur la contribution que peut apporter la coordination du système des Nations unies à la réalisation de ces objectifs.

L'ECOSOC a un rôle essentiel à jouer à cet égard. Son renforcement n'est possible que si nous adoptons une approche cohérente de la complémentarité entre l'Assemblée générale et l'ECOSOC. L'Assemblée générale doit demeurer l'organe où se décide le cadre politique général et où il est périodiquement remis sur le métier ; l'ECOSOC doit continuer de servir comme forum qui traduit ce cadre aux domaines correspondant à son mandat.

L'efficacité de l'ECOSOC dépend en grande partie de ses liens avec ses commissions subsidiaires, mais aussi avec les unités opérationnelles du système de l'ONU.

Dans la surveillance et l'examen du degré de réalisation de l'agenda des Nations unies pour le développement, l'ECOSOC doit plus systématiquement s'appuyer sur le travail de ses commissions fonctionnelles et des organisations chargées du suivi des conférences internationales. Un moyen très utile d'y parvenir est d'harmoniser les programmes de travail pluriannuels des commissions fonctionnelles ainsi que leurs cycles, et d'intégrer systématiquement les résultats des délibérations de ses commissions dans le travail de l'ECOSOC. Ce dernier peut aussi chercher à rendre son propre programme de travail plus sûr et mieux prévisible, ce qui permettrait aux commissions fonctionnelles de mieux préparer leur contribution aux travaux du Conseil, dans leur perspective. On peut citer à cet égard l'adoption toujours en suspens du programme de travail pluriannuel du segment de coordination. La façon la plus directe et la plus féconde de le faire serait à notre avis de

reprendre le thème du segment de haut niveau de l'année précédente ; le Conseil parviendrait de la sorte à aborder dans leur suite logique les aspects politiques d'une question transsectorielle et sa coordination dans l'ensemble du système.

Le Conseil assure la coordination des unités opérationnelles du système de l'ONU ; il doit donc veiller à ce que le monitoring de la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale puisse s'appuyer sur les instruments nécessaires en ce qui concerne les activités opérationnelles. L'ECOSOC doit donner aux unités opérationnelles une marge de manœuvre et un soutien suffisants pour qu'elles puissent se servir de leurs propres mécanismes de coordination – sans déborder le cadre défini par les pays membres – comme dans le cas de l'UNDG

L'ECOSOC est aussi un forum politique ; lui et ses commissions fonctionnelles doivent donc systématiquement s'attacher à dégager les applications opérationnelles de leurs analyses et les communiquer aux organes directeurs des fonds, des programmes et des agences spécialisées, à titre d'information et d'orientation, pour améliorer la cohérence entre le travail politique et les activités opérationnelles.

Monsieur le Président,

Le rapport du Secrétaire général contient un certain nombre de propositions intéressantes en ce qui concerne le renforcement du rôle de l'ECOSOC. J'aimerais commenter brièvement les principales.

Il est suggéré de recourir à l'examen par les pairs pour surveiller l'avancement de la mise en oeuvre de l'agenda des Nations unies pour le développement. Ces examens peuvent être précieux du fait qu'ils favorisent l'échange de réflexion et la coopération au niveau régional. Mais il ne faut pas non plus sous-estimer leur complexité, si on veut qu'ils remplissent vraiment leur fonction. Il faudrait lancer un processus pilote d'examens volontaires par les pairs ; il nous permettrait de nous faire une idée plus concrète des bénéfices à en attendre et de leur coût.

La Suisse estime aussi que l'ECOSOC pourrait servir de forum de coopération au développement où se mènerait un débat politique sur des questions sociales, environnementales et humanitaires. Nous pensons que, pour obtenir une participation aussi large que possible au plus haut niveau, il faudrait que ce forum s'insère dans le contexte du

segment de haut niveau de l'ECOSOC, ou même le remplace. Les thèmes devront être choisis avec le plus grand soin, être convenablement ciblés et toucher à des domaines spécifiques dans lesquels la définition d'orientations politiques améliorerait le déploiement de l'agenda des Nations unies pour le développement au sens large.

Nous pensons qu'il serait possible d'intensifier le dialogue politique au sein du système en mettant mieux à profit les forums et les instruments dont disposent déjà l'ECOSOC et ses commissions régionales fonctionnelles. En centrant mieux leur travail sur le plan thématique et en exploitant mieux les rapports et les apports existants, on améliorerait considérablement la cohérence, la coordination et la coopération politiques, ainsi que le suivi complet et l'évaluation de la réalisation des objectifs de développement adoptés par la communauté internationale.

La Suisse juge qu'il pourrait être utile de convoquer à des moments opportuns des réunions sur des affaires courantes et urgentes pour sensibiliser la communauté internationale et mobiliser un appoint de ressources. Mais il faudra veiller en même temps à ce que les efforts de l'ECOSOC n'empiètent pas sur des mandats d'autres organes du système des Nations unies. L'ONU a par exemple, avec d'autres organisations humanitaires, la mission permanente de répondre aux besoins suscités par des catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence complexes, et cela conformément aux principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

Monsieur le Président,

La Suisse attache la plus grande importance à notre mission commune de renforcement de l'importance et de l'autorité de l'ECOSOC dans la mise en oeuvre des accords internationaux concernant le développement. La voie nous semble avoir été clairement tracée ces dernières années. La résolution 57/270B de l'Assemblée générale, en particulier, contient un grand nombre de recommandations utiles et judicieuses ; certaines ont été mises en oeuvre avec succès. Comme dans bien d'autres domaines de la coopération internationale, nous pensons que l'important aujourd'hui n'est plus tant de réunir un consensus sur des idées nouvelles que de progresser dans la réalisation des actions déjà convenues.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr President

As the authors of the Secretary-General's report so excellently pointed out, the achievement of the Millennium Development Goals goes hand-in-hand with the implementation of all development objectives agreed by the international community in the course of the specialized summits which have taken place over the last fifteen years. Against this background, Switzerland views the MDGs as the veritable "locomotive" of the global development agenda.

The large number of development objectives approved by the international community, along with their close interrelation, implies that exceptional efforts must be made to ensure the overall coherence of policies. We particularly welcome the opportunity to exchange views today on how the UN system's coordination can contribute to the realization of these goals.

ECOSOC plays a crucial role in this regard. It can only be reinforced if we adopt a coherent approach with respect to the complementarity between the General Assembly and the ECOSOC. It is important that we uphold the General Assembly's role as the body where the overall policy framework is set and periodically revised, while ECOSOC remains the forum through which this framework is applied to the areas covered by the Council's mandate.

Much of the effectiveness of ECOSOC depends on its linkages with its subsidiary commissions, on the one hand, and the operational entities of the UN system, on the other hand.

In monitoring and reviewing progress towards the achievement of the UN development agenda, ECOSOC should more systematically build on the work done by its functional commissions and organisations mandated with the follow-up of the international conferences. An important means to achieve this is the harmonization of the functional commissions' multi-year programmes of work and their periodic cycles, as well as the systematic integration of the outcomes of the deliberations of these commissions into ECOSOC's work. The Council could also consider ways to bring more predictability and certainty to its own programme of work. This would enable the functional commissions to better prepare their contributions to the work of the Council from their perspective. One case in point in this regard is the outstanding adoption of a multi-year work programme for the coordination segment of the

Council. The most straightforward and fruitful way to achieve this would, in our view, consist in taking up the theme of the previous year's High Level Segment, thus enabling the Council to address both the policy and the system-wide coordination aspects of a cross-sectoral thematic issue in their logical sequence.

As part of its function as coordinator of the operational entities of the UN system, the Council has a clear role to ensure that the necessary instruments are in place for the effective monitoring of the implementation of GA resolutions on operational activities. While remaining within the frame established by member states, the operational entities must, however, obtain sufficient space and support from ECOSOC to make use of their own coordination mechanisms, such as UNDG.

As part of its function as policy forum, finally, ECOSOC and its functional commissions should consistently identify the operational implications of their analytical work and bring them to the attention of the governing bodies of the funds, programmes and specialized agencies for consideration and guidance, thus improving the coherence between policy and operational activities.

Mr President,

In the report of the Secretary General, a number of interesting proposals have been made in view of strengthening the role of ECOSOC. Allow me to briefly comment on the principal ones:

Peer reviews have been proposed to review progress in implementation of the broader UN development agenda. Such reviews can be valuable in terms of exchange of experience and cooperation at regional level. At the same time, the complexity of such exercises, if they are to be meaningful, should not be underestimated. Launching a pilot process of voluntary peer reviews would enable us to get a more substantiated view of their value added and of the costs involved.

Switzerland is open to the proposal that ECOSOC could serve as a Development Cooperation Forum for policy debate in the social, environmental and humanitarian fields. In order to ensure broadest and highest level participation, we believe that such a Forum should be held in the context of, or even replace the High-level segment of ECOSOC. A critical issue will be the choice of themes, which must be focused and address specific areas

where policy guidance is needed to improve the pursuit of the wider UN development agenda.

We believe that policy dialogue within the system can be strengthened by making even better use of the fora and the instruments which are already at the disposal of ECOSOC and its functional and regional commissions. Strengthening the thematic focus of their work and making better use of existing reports and inputs, will contribute considerably to enhance policy coherence, coordination and cooperation as well as a comprehensive monitoring and evaluation of progress towards the achievement of the internationally agreed development goals.

Switzerland is of the view that timely meetings on current and urgent issues could be useful in raising the awareness of the international community and for mobilizing additional resources. At the same time, care must be taken to ensure that ECOSOC's efforts do not overlap with areas covered by the mandate of other bodies of the UN system. UN and other humanitarian organisations have, for example, a standing mandate to respond to natural disasters and other complex emergencies, and such responses are provided in accordance with the humanitarian principles of humanity, neutrality, impartiality and independence.

Mr President

Switzerland is strongly committed to our common task of strengthening the relevance and the authority of ECOSOC in implementing the internationally agreed development agenda. We believe that the way forward has been well charted out during these past years. General Assemblies Resolution 57/270B, in particular, contains many useful and sensible recommendations, part of which have been implemented successfully. As in so many other areas of international cooperation, we believe that the challenge today lies not so much in finding consensus on new ideas, but in further implementing steps already agreed upon.

Thank you, Mr President.